Groupe E. S. R. I.

PUBLICATION N° II

C.I.R.A.
3139

POURQUOI

Nous sommes Internationalistes

3e édition. — 8e mille.

EN VENTE :

A Paris
Aux « TEMPS NOUVEAUX »
Rue Mouffetard, 140

A Namur
à la librairie ROMAN, rue de Fer, 59
Editeur du journal *La Bataille*

POURQUOI NOUS SOMMES INTERNATIONALISTES

L'Éducation patriotique

Si l'on voulait caractériser d'un mot la période historique que nous traversons, on pourrait dire que notre époque est celle du libre-examen. Tous les concepts, tous les principes directeurs que les siècles passés avaient laissés au nôtre ont été successivement repris et rationnellement analysés. C'est d'abord la religion, puis la propriété, puis la famille, dont on a étudié les origines et l'évolution à travers les âges. Cependant, à mesure que la foi religieuse achève de mourir, que la propriété privée se discute, le concept de patrie acquiert, dans la philosophie bourgeoise, une importance croissante. Depuis que le terme Dieu ne peut plus servir de base à la morale, on lui a substitué les deux mots sonores : *devoir* et *patrie*.

Les penseurs officiels considèrent le patriotisme comme inné chez l'homme. Cette opinion, pour peu qu'on y réfléchisse, est assez singulière, car les sentiments innés ne s'enseignent pas : le patriotisme, lui, ne s'implante dans les esprits qu'après des années de contrainte intellectuelle. En effet, l'école, l'école primaire surtout, n'a qu'un but, qu'elle poursuit avec une remarquable ténacité : inculquer le patriotisme aux jeunes esprits qu'elle tient sous sa férule. Pour cela, tous les prétextes lui semblent bons et tous les mensonges permis.

La France est le plus beau pays du monde ; les Français l'emportent sur le reste des hommes par l'esprit, l'intelligence et le cœur ; chez eux seuls, on trouve des savants, des écrivains, des artistes. La France est une nation héroïque et désintéressée, champion naturel du vrai, du beau et du bien, et dont l'invincible armée symbolise toutes les vertus. (1)

---

(1) Voir : *Comment l'Etat enseigne la Morale* (Enseignement primaire).

Il n'y a pas jusqu'à la musique et la poésie qui ne servent à imprimer à l'aide du rythme, dans la cervelle des élèves, les gloires de la patrie et les exploits de ses défenseurs! Du reste, on n'échappe pas à l'obsession patriotique en quittant les bancs de l'école ; journaux, romans, théâtres, chansons poursuivent le même but que le pédagogue : l'exaltation de la guerre et la glorification du galon.

Viendra-t-on dire, après cela, que le sentiment de patrie n'est pas artificiel? Que l'on veuille bien lire sans parti pris les pages qui vont suivre, et l'on reconnaîtra que le patriotisme, qui a pu autrefois, et dans d'autres circonstances, avoir quelque raison d'être, n'est plus maintenant que le plus inepte et le plus dangereux des préjugés.

I

L'Évolution économique contre le Patriotisme

Extension progressive des échanges et des relations entre les hommes; Division du travail entre les peuples et solidarité internationale; Tendance de l'évolution.

Le patriotisme est un sentiment vague qui a varié énormément dans l'évolution des peuples. On a essayé de l'expliquer et de le justifier tout à la fois, en montrant qu'il était une conséquence de la lutte pour la vie et de l'adaptation au milieu. C'est ce qu'il nous faut examiner.

Au début, les groupes humains restent pendant longtemps indépendants les uns des autres, sans aucun lien de solidarité; se suffisant à eux-mêmes, ils n'ont aucun intérêt à entrer en rapports avec les groupes voisins. Chaque cité, avec ses métiers, forme avec la campagne environnante, un tout économique, autonome et distinct. C'est ce qui explique le particularisme des cités grecques et des communes du moyen-âge.

Les groupes humains n'étant pas solidaires les uns des autres, c'est un état de guerre perpétuel, causé soit par suite de la concurrence vitale et à cause du besoin d'expansion, soit par le désir de rapines. La guerre est un moyen facile de vivre par le pillage du travail d'autrui, et l'on ne s'en cache pas. Guillaume le Conquérant et ses compagnons disaient qu'ils entreprenaient la conquête de l'Angleterre « pour gagner ». De toutes ces luttes — surtout quand les vainqueurs, au lieu de déposséder les vaincus, trouvent plus d'avantages à s'en faire des vassaux et des tributaires — résulte l'extension de la souveraineté d'une peuplade ou d'un potentat.

C'est ce qui arrive au moyen-âge, ou par suite de la rivalité des seigneurs s'établit la suprématie d'un d'entre eux : ainsi se fondent peu à peu quelques grands royaumes à la place d'une foule de petites souverainetés; la guerre ne se fait plus qu'entre les royaumes. Dans l'intérieur de chaque État, règne une sécurité de plus en plus grande; les voies de

communication se multiplient. En même temps, la forme de la production s'élève, les marchés s'agrandissent. Deux causes, l'établissement d'un pouvoir central sur une grande étendue et les progrès de l'industrie joints au développement du commerce, tendent à briser le particularisme étroit dans lequel vivaient les cités et les provinces. Les privilèges provinciaux disparaissent les uns après les autres dans les Etats de l'Europe.

Mais les progrès de la production ne s'arrêtent pas; l'application de la science à la technique, l'invention des machines à vapeur ont augmenté dans de telles proportions la productivité de l'industrie humaine que la division du travail se fait aujourd'hui entre tous les peuples civilisés du monde et non plus entre les individus d'une même nation. Les ateliers ont fait place aux manufactures et aux grandes usines qui mettent en œuvre les matières premières provenant du monde entier et qui déversent ensuite leurs produits sur le marché universel. Les grandes exploitations agricoles à outillage perfectionné, qui commencent à remplacer les petites fermes, pratiquent l'exportation en grand. D'immenses magasins ont succédé aux boutiques, et leurs affaires se chiffrent par millions. Tout cela crée un mouvement d'échanges inouï qui est facilité par les services de renseignements et les moyens de transport. La publicité commerciale, maintenant illimitée, va trouver le consommateur à domicile par les annonces de journaux. Les chemins de fer et les lignes de navigation à vapeur diminuent les distances au point que Paris est plus rapproché de New-York qu'il ne l'était de Marseille, il y a un siècle. Le télégraphe met en communication instantanée tous les points du marché universel. Les renseignements sont centralisés par les bourses du commerce, et l'on connaît ainsi au jour le jour le stock des marchandises existant, leur cours, l'état de l'offre et de la demande.

Le mouvement international des échanges est d'ailleurs facile à constater par les statistiques. En Angleterre, le chiffre des importations en 1613 était de 2.141.151 livres sterlings, celui des exportations de 2.487.435; en 1800, le chiffre des importations s'élève à 30.570.000 livres sterlings, et celui des exportations à 43.152.000; en 1897, le chiffre des importations atteint 10.126.000.000, celui des exportations est de 6.936.000.000. Le mouvement des échanges de l'Angleterre avec l'extérieur est donc en tout d'un peu plus de 17 milliards de francs. En France, les exportations étaient,

en 1834, de 510 millions; en 60 ans, elles ont sextuplé et elles atteignent, en 1897, le chiffre de 3.209.000.000. En Belgique, il est de 2.811.000.000 pour les importations et de 2.644 millions pour les exportations, etc., etc. Il en est de même pour les autres pays civilisés.

Mais il n'y a pas seulement internationalisation des échanges. Partout où se forme une entreprise par actions, on voit arriver l'argent des capitalistes de tous les pays. Là où l'on espère le profit, il n'y a pas de patriotisme qui tienne; l'argent d'ailleurs n'a pas de patrie. Il en résulte l'existence de marchés financiers internationaux, et la moindre fluctuation dans les cours des actions et des valeurs de toute sorte se répercute dans tous les pays.

En même temps, il se fait un rapprochement entre les individus des diverses nations; les négociants, les financiers, les industriels passent d'un pays à un autre, et arrivent à ne plus se souvenir de leur patrie. Un mouvement d'émigration se dessine de plus en plus chez les travailleurs eux-mêmes; on en voit arriver partout où les attire l'espérance de trouver de l'ouvrage; et parfois des escouades entières d'ouvriers étrangers sont appelés pour travailler à plus bas prix par les patriotes bourgeois.

De l'extrême division du travail amenée par la grande industrie de l'internationalisation des échanges, de la multiplicité des relations, il résulte entre tous les individus du monde civilisé une solidarité étroite. Chaque industrie n'entrant que pour une faible part dans la production générale, dépend de la prospérité des industries de la même branche de production et même de la prospérité de toutes les branches du travail. Au point où nous en sommes arrivés, nul peuple ne peut vivre sans le secours des autres; tous sont entrelacés dans le réseau du marché universel. Actuellement, près de 4 millions de Français, soit environ le dixième de la population, travaillent pour l'exportation; ils dépendent ainsi des consommateurs étrangers pour leurs moyens de subsistance. Il y a cinquante ans, le nombre de ceux qui travaillaient pour l'étranger était de 500.000, soit huit fois moins qu'aujourd'hui. En Angleterre, la proportion est encore plus forte. Que l'on considère les conséquences effroyables entraînées par une guerre qui interromprait le commerce de la France avec l'étranger. Voilà 4 millions de Français privés de leurs moyens d'existence; et c'est une crise qui se répercuterait sur toutes les branches de la production.

D'autre part, la guerre entre peuples civilisés a cessé d'être une source de profits; elle n'est plus suivie de la dépossession des vaincus; on ne fait plus de ces derniers des vassaux ou des tributaires. Par les dépenses d'armements qu'elle entraîne, par les crises économiques qu'elle provoque, la guerre est aussi funeste pour le vainqueur que pour le vaincu. Non seulement elle est funeste aux deux peuples belligérants, mais elle retentit douloureusement sur le monde civilisé tout entier. Au moment de la guerre de Sécession, il y eut en Europe une crise cotonnière causée par l'arrêt subit des arrivages du coton américain... résultats : ruine d'un certain nombre de patrons, chômage et misère de millions d'ouvriers. Cette crise se répercuta non seulement sur les branches de l'industrie cotonnière, mais sur tout l'ensemble de la production. Après la guerre, nouvelle crise, amenée cette fois par la surabondance des cotons sur le marché.

La solidarité des intérêts entre les nations est donc opposée à tout conflit. Cette solidarité ne fera que se resserrer à mesure que les derniers vestiges de la petite industrie et de la petite propriété disparaîtront par suite de la concurrence. Mais les transformations politiques, gênées par l'ambition des individus et l'intérêt des gouvernements, ne concordent pas avec l'évolution économique. L'établissement du protectionnisme, l'exploitation du patriotisme sont des obstacles à l'internationalisation des échanges et au rapprochement des peuples. Les tarifs protecteurs ont été établis pour permettre à un certain nombre de producteurs, c'est-à-dire capitalistes, de sauvegarder leurs rentes menacées par la concurrence étrangère mieux outillée ; ils ont permis aux gros capitalistes de monopoliser le tarif intérieur à leur profit et de faire ainsi des fortunes rapides payées par les consommateurs. Certes, c'est du patriotisme bourgeois bien entendu, que de s'enrichir aux dépens de ses concitoyens. Mais il arrive un moment où, avec la concentration des capitaux et le bescin d'expansion de débouchés devenus trop étroits, le système protectionniste se retourne contre ceux mêmes qui l'ont fait établir. Les droits protecteurs, en élevant les prix de toutes choses, ont élevé les frais de production et mettent les capitalistes en état d'infériorité sur les marchés étrangers ; il en résulte qu'à un moment donné, les bénéfices réalisés à l'intérieur ne compensent pas la perte de ceux qui auraient pu être faits sur les marchés extérieurs.

Sous la poussée de l'évolution, le protectionnisme est destiné à disparaître; disparaîtra également le patriotisme moderne dont les sentiments mesquins de haine contre l'étranger se trouvent en opposition avec les intérêts des individus. D'ailleurs, qu'est-ce donc que la patrie? On semble toujours nous la présenter comme une entité naturelle; elle ne correspond cependant ni à une unité géographique, ni à une unité ethnographique. La population de la France et celle des autres pays civilisés est formée par un mélange plus ou moins complet d'individus de races différentes. D'autre part, la langue elle-même n'est pas uniforme dans l'étendue d'un pays civilisé; en tous cas, elle ne l'a pas toujours été. Les grands Etats modernes ont été fondés sur les débris de petits pays ayant leurs coutumes et leurs lois, possédant chacun une langue, une littérature, des traditions différentes, et ayant été animés d'un patriotisme très étroit.

En dernière analyse, on trouve que ce qui fait la patrie, c'est la communauté des intérêts; or, nous avons vu que la communauté d'intérêts était maintenant internationale.

D'ailleurs, le régime capitaliste, identique dans le monde entier, nivelle toutes les différences qui peuvent exister entre les peuples. Partout où il est établi, il impose aux ouvriers des conditions de vie identiques, et par suite les mêmes habitudus, les mêmes mœurs, le même caractère. D'autre part, il n'y a plus actuellement de peuple qui ait le monopole de la décadence et de la corruption. La corruption capitaliste est aussi internationale; partout, on trouve les mêmes fraudes, les mêmes scandales financiers, la même morale hypocrite. Partout, aussi on trouve, en face de l'oppression capitaliste, l'opposition socialiste qui grandit; partout on trouve les mêmes revendications, le même esprit de révolte. Partout, devant le danger commun, se réunissent les vieux partis libéraux et les monarchistes.

Actuellement, il n'y a pas plusieurs civilisations; il n'y a qu'une seule civilisation qui, au lieu d'être l'apanage d'un seul peuple, embrasse tous les pays. En art, en littérature, il n'y a plus d'écoles nationales ; il y a des écoles internationales. L'esprit et le génie particuliers de chaque peuple tendent à disparaître, comme ont disparu l'esprit et l'originalité des provinces de l'ancienne France. On ignore de moins en moins les œuvres des maitres de l'étranger; on sait l'influence qu'ont eue sur notre théâtre — et partout — les œuvres du Norvégien Ibsen.

Le patriotisme se trouve donc aussi en désaccord avec le mouvement de la pensée civilisatrice. Le vieil adage : la science n'a pas de patrie, n'a jamais été plus vrai qu'aujourd'hui. L'instruction est répandue au même degré dans la plupart des pays européens. Le mouvement scientifique est partout aussi avancé. Jamais on n'a plus vivement senti le besoin de connaître les langues étrangères pour pouvoir se tenir au courant des recherches scientifiques. Une découverte commencée dans un laboratoire est souvent achevée dans le laboratoire d'un autre pays.

Devant ce mouvement intense vers l'internationalisme, devant cette solidarité si étroite qui unit entre eux tous les citoyens du monde civilisé, il serait hasardé de prétendre que les nations tendent à se différencier. Le milieu dans lequel vit l'homme moderne, n'est plus le milieu naturel; c'est un milieu créé de toutes pièces par le travail des générations humaines qui se sont succédé d'âge en âge. A l'époque de l'évolution où nous sommes arrivés, il est identique dans toutes les parties du monde civilisé. Partout où l'Européen se transporte, il transporte avec lui les conditions de la vie à laquelle il est adapté; il les impose aux peuples arriérés qui sont restés en dehors de l'évolution civilisatrice; ceux-ci doivent s'adapter comme les Japonais, ou disparaître comme les Australiens.

Évolution historique du patriotisme. — Pourquoi il est né. — Comment les gouvernements l'ont maintenu pour l'exploiter.

Le patriotisme est donc un sentiment qui ne correspond plus à aucune nécessité, et qui, même, est en conflit avec la civilisation actuelle, parce que cette civilisation tend à rendre solidaires tous les individus qui vivent sur le globe. L'histoire contemporaine nous montre que le patriotisme aurait depuis longtemps disparu, si les gouvernants et les dirigeants de toute espèce n'avaient eu intérêt à le maintenir pour l'exploiter à leur profit.

Le patriotisme est né en France pendant la Révolution; ce fut un sentiment de défense qui réunit tous les Français contre les rois coalisés pour prendre nos places fortes du Nord et de l'Est et pour détruire les nouvelles institutions. Comme les troupes de ligne ne suffisaient pas pour résister aux armées étrangères, l'Assemblée législative demanda des

volontaires et en trouva; la Convention réquisitionna 300,000 hommes, puis proclama la levée en masse et tous les citoyens valides partirent avec joie sachant qu'ils défendaient leurs droits contre des oppresseurs. Un *patriote*, alors, n'était pas un partisan du militarisme, mais un défenseur de la Révolution. L'enthousiasme patriotique dura tant que les ennemis furent sur le sol national. Quand ils eurent été repoussés au-delà des frontières, le Directoire ne sut que faire de l'immense armée française dont les officiers et les généraux ne voulaient pas perdre leurs grades et leurs soldes. Il la conserva et commença la guerre de conquête qui dura jusqu'à la chute de Napoléon Ier. Celui-ci fut renversé par les souverains européens, devenus plus forts qu'ils ne l'avaient été en 1793, parce que leurs sujets, épuisés par les contributions de guerre, écrasés par les logements militaires et toutes les charges que leur imposaient les guerres entreprises par Napoléon, détestaient les Français et étaient prêts à tout pour se débarrasser d'eux. Les armées n'étaient plus composées exclusivement de troupes de mercenaires, comme au dix-huitième siècle : elles étaient formées en tout ou en partie de jeunes gens de chaque état, recrutés par la conscription; par conséquent, les vides y étaient plus faciles à remplir qu'autrefois et avec moins de frais. Comment Bonaparte avait-il pu être toujours vainqueur dans sa fameuse campagne d'Italie? Parce qu'il exposait ses hommes sans compter, sachant que le Directoire lui enverrait des conscrits à la place des tués, tandis que les généraux autrichiens, connaissant le prix élevé de chacun de leurs mercenaires, n'osaient hasarder leurs armées plus nombreuses et mieux équipées que celles du général français. — Voilà pourquoi le gouvernement de Paris avait maintenu le service obligatoire alors que la défense nationale n'était plus une nécessité et que le patriotisme était mort. Voilà pourquoi le roi de Prusse profita de sa défaite en 1806, pour faire accepter le service obligatoire à ses sujets qui y restèrent soumis pour toujours. Les autres souverains, les uns après les autres, suivirent l'exemple, et pour que leurs peuples ne fissent pas trop de difficultés, ils s'efforcèrent, avec le concours d'agents et d'écrivains féodaux et bourgeois, de développer dans les esprits la haine de l'étranger, et d'accréditer l'opinion que la guerre n'est pas un jeu de princes mais une affaire nationale.

Tous les habitants de l'Europe s'habituèrent à croire qu'ils appartenaient à des groupes fatalement destinés à se

combattre, et l'évolution nationaliste influa même sur les promoteurs des mouvements d'émancipation qui aboutirent aux différentes révolutions de 1848. C'est ainsi que les associations fondées par Mazzini et ses disciples pour renverser le despotisme reçurent chacune le nom d'une unité politique présente ou future ; il y avait la jeune Italie, la jeune Allemagne, la jeune Suisse, la jeune Pologne, la jeune Irlande, etc. Mais, enfin, elles avaient un but commun, l'affranchissement des peuples, et elles formaient une jeune Europe coalisée contre la vieille. Les révolutions de 1848 furent surtout émancipatrices. Il est vrai que celle de Hongrie et celle d'Italie prirent la forme de revendications nationales contre l'Autriche ; mais elles furent en même temps des insurrections faites au nom de la souveraineté du peuple contre une Monarchie absolue.

Les mouvements proprement nationaux, la formation de l'unité italienne et la formation de l'unité allemande ont été dirigés par des autocrates, dans la réaction qui suivit la répression des révolutions de 1848 ; ils ont été faits par des ministres royaux comme Cavour et Bismarck, appuyés sur des ambitieux, transfuges des partis libéraux : ces deux espèces de dirigeants ont faussé l'opinion et ont persuadé aux peuples d'abandonner les réformes démocratiques et sociales qui étaient le fond des programmes révolutionnaires de 1848 pour se partager en nations, suivant l'idée superficielle et vague des mazziniens.

Cette division s'est faite, d'après le mot de Bismarck, « par le fer et par le sang », et elle a eu des conséquences qui l'ont aggravée. La principale est la conquête de l'Alsace et de la Lorraine qui a précipité la réunion de tous les Etats d'Allemagne en un Empire dont le chef est le roi de Prusse, et qui a poussé le gouvernement de la France, puis tous ceux de l'Europe, à imiter le militarisme prussien, et à avoir une armée permanente composée de tous les jeunes gens valides. Pour fonder notre affirmation, nous remarquerons que l'empereur d'Autriche, vaincu par le roi de Prusse en 1866, n'a introduit le service militaire obligatoire dans ses Etats qu'en 1872. Après la défaite de la France, toutes les mesures possibles pour augmenter la division entre nations ont été prises. On a ressuscité le protectionnisme ; on n'a voulu ne boire que des vins nationaux, ne se nourrir que de viande et de pain nationaux. On a fait des colonies pour avoir du sucre et du café nationaux et aussi pour ajouter au domaine national des morceaux d'Afrique et d'Asie ; car si la formule de nos patriotes est : « La France aux Français ! » la véritable expression de leurs vœux est : « Tout aux Français ! » Les annexions coloniales ont été faites avec des tirades nationalistes, mais, en réalité, au mépris du droit des nations exotiques qui possédaient les pays que les Européens sont venus occuper. C'est pourquoi Clémenceau lançait aux partisans de l'expédition du Tonkin la déclaration suivante : « La politique actuelle nous ôte l'estime de l'Europe, parce qu'elle viole le droit et la justice. » Avec plus de précision, un conservateur du centre, Frédéric Passy, disait des Tonkinois dépossédés : « Ce que vous prenez à ces gens, c'est leur Alsace et leur Lorraine ! » Un Anglais, Charles Dilke, fit la même réflexion à propos de l'expédition de Madagascar ; il écrivit qu'il s'étonnait de voir les Français se plaindre que les Allemands eussent pris un morceau de leur pays par droit de conquête, et aller cependant exercer ce droit à Madagascar. Un rédacteur du *Jour*, de Paris, demanda l'expulsion de cet audacieux : « Il a osé, disait textuellement le marchand d'encre, il a osé comparer nos frères d'Alsace-Lorraine à ces singes de Hovas ! » Nous avons insisté sur de pareils faits, parce qu'ils montrent combien l'idée de patrie contemporaine est floue dans son apparente précision. C'est un sentiment de haine et de cupidité que les dirigeants ont développé pour faire oublier aux peuples les revendications libérales. C'est une des nombreuses duperies des individus par l'Etat.

La protestation contre une pareille tromperie est l'*internationalisme socialiste et révolutionnaire*, dont la formule est la suivante : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Il est sorti lui aussi des évènements de 1848 ; pendant que d'anciens agitateurs, renégats par ambition, aidaient les souverains à diviser les nations, d'autres révolutionnaires, fidèles à leurs principes, travaillaient à unir les peuples contre leurs oppresseurs. Marx et Engels esquissèrent les traits du nouvel internationalisme dans leur manifeste de 1847. Depuis eux, tous les socialistes qui n'ont pas sacrifié leur idéal à leur ambition politique, ont été internationalistes intransigeants. A côté d'eux, une foule de penseurs et de romanciers indépendants ont mis en relief la sottise du patriotisme actuel avec une énergie telle que le *Conseil de révision* de Tolstoï a pu être imprimé pour la propagande anarchiste dans le premier numéro de la « Brochure à distribuer. »

L'internationalisme moderne est donc une des formes de la révolte de la pensée libre contre l'éducation traditionnelle et autoritaire : c'est, en même temps, nous l'avons vu, une conception adéquate à la réalité qui est la solidarité économique, base du futur libre-accord universel, tandis que le patriotisme n'est qu'une vieille tradition. Ainsi, les deux raisons qui ont fait de nous des révolutionnaires — le besoin d'affranchissement et l'amour de la science — nous conduisent à l'internationalisme.

II

Le Militarisme

La paix armée : ses conséquences économiques et morales

En face de la paix idéale, de la fraternité universelle, conséquences historique et sociale, qui sembleraient naturellement devoir régner entre les hommes, que voyons-nous dans la société actuelle? Une activité fiévreuse pour la lutte : des forteresses et des casernes.

Le militarisme! Notre tâche est vraiment belle, si nous voulons en montrer les funestes conséquences, car il n'est peut-être pas un penseur sincère qui ne l'ait condamné et flétri : « C'est un mal, un très grand mal, entendons-nous proclamer bien souvent, mais, empresse-t-on d'ajouter lorsqu'on prend rang parmi les défenseurs de l'ordre social actuel, c'est un mal *nécessaire*. A ce prix, si lourd qu'il soit, s'achète le maintien de la paix : une armée nombreuse et forte, toutes les énergies vivantes de la nation tendues vers les frontières, toutes les vigueurs tenues dans l'anxiété d'une attaque probable, voilà, par la crainte que nous imposons à ceux qui voudraient être nos ennemis, la garantie la plus certaine de la paix. Et les bienfaits de la paix sont si grands que tout prix est léger, qui doit les assurer dans leur intégrité. »

La paix! Certes, ce n'est pas nous, socialistes-révolutionnaires qui voudrions y porter une atteinte, même la plus légère. Ce n'est pas nous qui voudrions voir les frontières ensanglantées un jour, puisque nous prêchons leur abolition. Nous sommes prêts à tout pour empêcher une pareille catastrophe. Mais qu'est-ce donc que cette paix que vous nous promettez, et que vaut votre promesse? Ne serait-ce pas déjà, de l'effet même du militarisme, une guerre qui, pour être cachée et latente, n'en ruinerait pas moins cette patrie sur laquelle nous aurons à revenir tout à l'heure? Et ne doit-elle pas aboutir, résultante forcée du militarisme et de ses conséquences économiques, à la guerre ouverte, à la guerre européenne?

Telles sont les deux questions qui se posent logiquement et que nous allons examiner.

Nous nous permettrons, non point pour les résoudre mais pour les éclaircir, de recourir à une analogie.

Observez un animal, un fauve par exemple. Par cela même que vous le verrez les muscles tendus, les narines relevées et frémissantes, les griffes découvertes, le corps ramassé et replié sur lui-même dans une attitude contractée qu'il ne pourra, notez-le en passant, conserver un peu longuement sans que son organisme en souffre, n'en conclurez-vous pas immédiatement, bien que la lutte ne soit pas encore engagée ouvertement, que l'état où il se trouve n'est point un état pacifique, mais bien déjà l'état de guerre avec toutes ses conséquences funestes. Il n'y a pas de blessures visibles et saignantes, mais que cet état se prolonge, et par les phénomènes pathologiques qu'il entraîne (dilatation des veines céphaliques, rigidité des membres, troubles des fonctions digestives et nerveuses), il devient bientôt aussi dangereux que la lutte ouverte; et celle-ci n'est souvent que la détente nécessaire et comme la conséquence forcée de l'attitude antérieure.

La comparaison n'a plus même besoin d'être énoncée : Cette attitude pernicieuse pour tout organisme, et qui n'a pour issue qu'une lutte dont il est possible qu'il périsse, voilà l'attitude où les « sociétés » se trouvent maintenant: dans cet état soi-disant pacifique, que l'on a jugé et flétri en l'appelant du nom contradictoire de *Paix armée*.

La paix armée n'est, dans l'organisme social, que le douloureux retentissement des effets internes et profonds de la guerre ouverte. Au point de vue économique, en effet,

la guerre affaisse la force productive de ces groupements d'individus que nous appelons nations, en élimine les éléments plus vigoureux et les plus précieux ; et la paix armée ne fait pas autre chose. — La guerre, par les dépenses qu'elle accumule, dépenses inutiles et même pernicieuses, puisqu'elles ne servent qu'à la destruction d'éléments utiles, entraine de tous les malaises économiques le plus grand peut-être. La paix armée, pour la même raison, entretient et envenime ce malaise quand elle ne le fait pas naitre. — La guerre enfin est, au point de vue moral, l'école du crime, l'abaissement de la réflexion humaine à l'impulsivité de la brute. Peut-être allons-nous voir aussi que la paix armée, par sa condition nécessaire, le militarisme, n'est que la forme chronique de ce mal moral dont la lutte ouverte est la crise aiguë.

La paix armée, avons-nous dit, est d'abord caractérisée par l'annulation d'une partie considérable et précieuse de la force productrice. Avons-nous besoin d'insister sur cette idée quand nous voyons que l'effectif des armées permanentes comprend : en France, 557,000 hommes; en Russie, 858,000; en Allemagne, 512,000, et en somme, pour l'Europe entière, près de 3 millions 1/2 d'individus. Si l'on ajoute à ce nombre le nombre d'ouvriers qui sont employés par les industries militaires, et dont l'activité ne sert qu'à préparer une œuvre destructrice, si l'on songe encore que les jeunes hommes enrôlés sont dans cet âge où l'individu peut fournir la plus grande somme de travail, et surtout est le plus apte à perfectionner ce travail, c'est-à-dire à en augmenter la valeur utile, si l'on réfléchit que ces jeunes gens sont parmi les plus robustes et les plus vigoureux (1), nous sommes, nous nous croyons fondés à dire que la paix armée est l'atteinte la plus dangereuse et la plus considérable qui jamais ait été portée à la capacité productive d'une société donnée.

Il y a plus : Si vous vous reportez aux écrivains nombreux qui ont dépeint la misère du peuple, aux époques où le service militaire n'était point encore obligatoire, et aux récits plus récents des écrivains du premier Empire et de la Restauration, vous y voyez énoncé, comme une des conséquences

(1) En France et en Allemagne, étant donné que l'on peut assurer à peu près comme étendue à cette partie de la vie d'un homme qui est vraiment laborieuse et utile la durée de 25 ans, nous voyons que le système militariste diminue la capacité productive d'une nation de un huitième.

les plus graves de la guerre et comme une des causes les plus remarquables de la misère des campagnes, l'enrôlement des jeunes soldats. Combien d'émeutes n'ont pas été soulevées parmi les paysans par la conscription. Bien souvent, dans les familles pauvres, l'aîné, le garçon de vingt ans, fort et robuste, aide à la vie matérielle de ses parents déjà vieillis. Et dans les familles nombreuses, bien que le père soit encore dans toute la force de l'âge, le salaire du jeune homme n'est-il pas souvent indispensable?

Eh bien! ce mal autrefois passager et accidentel, ce mal autrefois partiel, avec le service obligatoire pour tous, est devenu la maladie chronique et incurable qui ronge et ruine nos sociétés actuelles, sous le régime de la paix armée.

Et comme dans la légende antique le mal engendrait le mal à l'infini, la paix armée a des répercussions plus lointaines sur le pays tout entier qu'elle accable. Les hommes devenus de par le militarisme des quantités improductives, des forces inutiles, il faut les nourrir pourtant, et les vêtir et les armer ; il faut aussi les instruire dans l'art de tuer leurs semblables devenus un instant des ennemis, et salarier ces éducateurs d'un nouveau genre. Aussi, les impôts augmentent-ils à mesure que se prolonge cette paix armée que l'on nous vante comme un nouvel âge d'or, et pour la conservation de laquelle on échafaude des alliances bizarres et criminelles. La guerre, c'est la ruine rapide, c'est en un instant tout un pays paralysé et sans vigueur pour des années peut-être : (avec l'Espagne ce fut bien pour des siècles!). Mais la paix armée, c'est la ruine qui, petit à petit, s'avance et gagne; c'est la mort lente et sûre, à moins qu'il ne se produise une détente : guerre ou révolution.

Tel est l'état qui doit, croit-on, assurer la stabilité à l'industrie comme au commerce, la sécurité au paysan : stabilité qui a beaucoup de rapports avec ce qu'on appelle, en mécanique, équilibre instable, sécurité qui devient, dans le dictionnaire bourgeois, synonyme de crise commerciale et industrielle, qui se traduit par l'augmentation continue des faillites et des kracks, paix où, pour reprendre le titre fameux d'une brochure patriote, il ne faut jamais « parler de la guerre, mais toujours y penser » et s'halluciner dans sa prévision... Et qu'on ne nous accuse pas ici d'exagération. Les journalistes les plus patriotes l'ont reconnu... pour un pays voisin, il est vrai, car la bourgeoisie est toujours charitable ; du reste, le propre des malades est de gémir sur le sort d'autrui. Et la

ruine a été prédite à l'Italie par la France, si l'Italie continuait sa politique néfaste d'armements exagérés. L'Italie pouvait répondre par la même prophétie, étant donné surtout que son budget de la guerre est de 421 millions de francs, tandis que le nôtre atteint le chiffre de 1 milliard 22 millions (guerre et marine compris).

A ces dépenses extraordinaires, il faut de nouvelles ressources. Dieu merci ! les financiers de génie, c'est-à-dire les financiers ingénieux n'ont pas manqué dans notre siècle. D'ailleurs, la frontière qui est la cause de tout le mal, va de nouveau servir à l'aggraver. Nous songeons ici aux beautés du protectionnisme. La paix, pendant laquelle on s'arme contre le voisin, s'accompagne toujours dans l'histoire d'une guerre de tarifs dont les conséquences sont presque aussi redoutables que la guerre d'armées (l'Espagne au XVI^e^ siècle, la France au XVII^e^, l'Angleterre sous Cromwell et au commencement de ce siècle). Et voilà comment les impôts augmentent d'année en année, pendant que, d'un autre côté, diminuent les transactions commerciales et la capacité productive du pays. Quand, au lieu d'une nation, c'est un individu qui gaspille ainsi ses forces utiles, nous l' « interdisons ». Le lecteur n'est-il pas d'avis que c'est le devoir d'un homme raisonnable de faire tous ses efforts pour « interdire » un pareil état social?

Et si cet état social, si cette paix armée n'atteignait encore les individus que dans leur vie extérieure et matérielle ! Mais c'est qu'elle en ruine la vie intérieure et morale, cette vie intérieure à laquelle la bourgeoisie déclare que tout doit être sacrifié, nous reprochant — nous ne savons pourquoi, et ce qui nous console, c'est qu'elle ne le sait pas davantage — de n'en tenir aucun compte et de n'être que des théoriciens du ventre. La vie morale des individus, vraiment on s'en soucie fort dans les casernes, et la bourgeoisie a bon air de se poser en champion de la dignité des personnes humaines ; serait-ce trop de rappeler que lorsque Pascal voulait ramener une âme à la foi religieuse, il commençait par lui conseiller la pratique machinale des cérémonies du culte; la conviction viendrait ensuite, et il ne faisait qu'énoncer une loi psychologique vérifiée de nos jours d'une façon plus générale. Eh bien ! qu'est-ce donc que le service militaire obligatoire pour tous, sinon l'exercice constant des pratiques extérieures de la lutte, et, d'un autre côté, le pli de l'obéissance irraisonnée et passive, l'exécution sans réflexion, sans délibération.

Aussi, ne sommes-nous pas les premiers à déclarer que le militarisme constitue une véritable école du crime et de la démoralisation (1). M. Hamon, le docteur Corre et le docteur Boyer, *médecins militaires*, le docteur Colajanni, et bien d'autres l'ont proclamé avant nous. Le premier, dans un livre fortement documenté, étudiant les effets du métier militaire sur la mentalité de ses professionnels, constate que la violence est la caractéristique de l'exercice du métier des armes : « Les individus qui, par vocation, choisissent un tel métier, décèlent évidemment, par cette élection, une propension naturelle à la brutalité. Ils savent que le métier du militaire est de tuer, et, malgré cela, ils entrent en cette carrière des armes. Il y a certainement, chez ces individus, une organisation physiologique qui les rend, pour remplir les conditions meurtrières de la profession militaire, plus aptes que ne le seraient d'autres individus portés par leur manière d'être vers le commerce, l'industrie, l'art, la science. Les militaires professionnels sont donc des prédisposés sur lesquels les conditions mésologiques de la profession retentiront fortement pour déterminer un état d'âme spécial, constatable en temps de paix aussi bien qu'en état de guerre ».

Ces prédispositions à la violence, qui, en dehors de toute idée patriotique, déterminent en partie le choix que fait l'officier du métier militaire, ne font que se développer au cours de sa carrière. Chez le simple soldat, les tendances à la violence se retrouvent au même degré; mais là elles ne sont qu'un produit du milieu où il a été jeté de force, et qui ne tarde pas à faire d'un homme paisible un impulsif souvent féroce.

Est-il besoin de rappeler les innombrables exemples de brutalité sauvage et de cruauté parfois inouïe dans ses raffinements, dont fourmille l'histoire de toutes les guerres, tant européennes que coloniales (2) et les faits non moins probants — illustrations de cette guerre à l'état latent qu'est la paix armée — dont les journaux ne cessent de nous entretenir?

---

(1) Nous ne parlons de cette question qu'avec des citations empruntées à ceux qui ont traité ce sujet d'une façon scientifique, des docteurs en médecine, et de préférence, des médecins de l'armée ou de la marine.

(2) Voir les faits rapportés dans les journaux au moment de la guerre de Chine 1900-1901.

Le soldat, dans certaines circonstances, est fatalement porté à la violence et au crime; et il était d'une logique terrible, cet assassin qui, condamné à mort en 1891, disait dans sa prison « qu'il avait été un soldat intrépide, qu'il avait sauvé la vie d'un de ses officiers et qu'il avait été proposé pour la médaille militaire. » Il ajoutait : « C'est drôle ! Au Tonkin, j'en ai tué qui sait combien ! et on voulait me décorer. Ici, j'en ai tué trois seulement, et on veut me raccourcir » (1).

L'armée, c'est l'école de l'égalité, clament les apologistes bourgeois du militarisme : oui, de « l'égalité dans l'abrutissement! » La vie de caserne développe chez le soldat les pires instincts : la discipline de fer, l'obéissance aveugle aux ordres des chefs — premier devoir du soldat — abaissent son intelligence, annihilent en lui toute dignité et tout esprit d'indépendance, lui font perdre jusqu'à sa personnalité. « Par la rigueur de son code qui punit de peines atroces le moindre manquement à une obéissance exigée, passive, par sa hiérarchie qui crée des inférieurs ou des supérieurs, l'armée abrutit l'individu, l'habitue à tout accepter de l'autorité, lorsqu'il en est dessous, ou à abuser du pouvoir lorsqu'il monte en grade. »

« . . . . . En séquestrant des jeunes hommes de la vie courante et des relations journalières, on arrête leur développement intellectuel. En comprimant leurs besoins, on les surexcite et on les change en vices. »

L'armée serait-elle l'école du courage ? Ecoutez le maréchal Niel parlant à la tribune du Sénat impérial : « La discipline, c'est la peur. Le soldat, comme tout le monde, a l'instinct de la conservation. Entre les deux dangers, il choisit le moindre. Faites qu'il ait plus peur de ce qui est derrière que de ce qui est devant, plus peur du Conseil de guerre que des balles ennemies. »

« La guerre et le militarisme, dit Colajanni, engendrent le dégoût du travail utile ; favorisent la tendance à l'oisiveté; . . . réveillent tous les instincts primitifs, féroces et égoïstes; effacent le respect du droit et exaltent la force brutale; conduisent au servilisme et à l'oppression ; . . . aboutissent, par les voies directes et indirectes, à la misère, au suicide, à l'aliénation mentale, au crime. Tels sont les tristes résultats de cette funeste institution, selon les données concordantes de l'histoire et de la statistique. »

(1) *Société nouvelle*, novembre 1894.

Il suffit, en effet, de se reporter aux statistiques qui constatent la fréquence, dans l'armée, du suicide, de l'alcoolisme, des maladies vénériennes, etc. Le cabaret et la maison de tolérance sont les accessoires obligés de la caserne, et grâce à eux, à la dégénérescence intellectuelle, vient s'ajouter la dégénérescence physique : « Des corps sains, des intelligences possibles arrivent au régiment. Il ne rend trop souvent que des hommes pourris, des cerveaux diminués. » (Jean Ajalbert.)

Répétons-le donc avec le docteur Boyer, qui fut pendant vingt ans médecin-major en France, en Tunisie, au Tonkin, en Algérie : « L'armée, avec son organisation actuelle, est une institution immorale ou une école de libertinage ».

Tout à l'heure, nous avions énuméré les conséquences économiques de la paix armée; nous venons de citer quelques documents sur ses conséquences quant au développement intellectuel et moral du citoyen. Voilà la paix que la société actuelle nous offre. Douce société et douce paix ! Maintenant, quelle peut bien être l'issue de cet état, si la Révolution sociale n'en fait pas prompte justice?

Oh ! cette question n'est pas une énigme. Lorsqu'un organisme a tendu ses forces vitales, il faut qu'il les détende. S'il s'était préparé pour la lutte, ou bien il redeviendra pacifique (traduisez dans le cas qui nous occupe : le militarisme aura disparu, c'est-à-dire la Révolution sociale aura été faite), ou bien il se détendra dans la lutte pour laquelle il s'était préparé. La guerre, étant données toutes les bonnes raisons que l'égoïsme bourgeois, comme nous le verrons plus loin, a de conserver ses casernes, devient la conséquence inévitable de la paix armée.

Et qu'on n'aille pas de nouveau crier au paradoxe. Sur ce point, par hasard, ne sommes-nous pas, bourgeois et socialistes, tous d'accord. N'avons-nous pas vu, je ne sais combien de fois dans les journaux où se débattent contre nous nos adversaires, n'avons-nous pas vu, oh ! toujours à propos d'une nation voisine, la constatation que l'impartialité et la raison nous forcent à étendre à notre propre pays : « Si les dépenses militaires de l'Italie ne diminuent pas, lisions-nous, si les charges énormes qui pèsent sur le peuple ne sont pas allégées, ou bien le gouvernement sera renversé par une révolution populaire, ou bien les gouvernants, faisant passer leurs intérêts particuliers avant leur patriotisme, lanceront, pour sortir de cette impasse, le pays dans une guerre extérieure. Et cette guerre, dans les circonstances actuelles,

deviendrait vite une conflagration européenne ». On ne pouvait mieux dire ; mais pourquoi chercher toujours la paille dans l'œil du voisin ? Ces graves symptômes, ayons le courage et la sincérité de l'avouer, ne sont pas particuliers à l'Italie, mais communs à tous les pays qui subissent le régime de la paix armée. La Dette grandit, et avec elle les impôts qui en assurent la Rente. Or, le crédit d'un Etat ne repose que sur la confiance qu'il inspire, la stabilité qu'il présente. Du jour où le peuple n'en peut plus et gronde, c'est la banqueroute qui menace. Et comme la banqueroute amène les règlements de comptes, l'aléa d'une guerre où l'on risque la victoire parait toujours préférable aux détenteurs de l'autorité.

Et alors, si survient la guerre, avec les armements qui ont dissipé nos milliards, nous aimons mieux ne pas songer à ses horreurs. Ici, du reste, ce serait avoir trop beau jeu avec nos adversaires. Nous nous contentons de renvoyer à ceux qui ont décrit les malheurs de la lutte sanglante et qui l'ont condamnée au nom de la raison comme du cœur : Hugo. Tolstoï, Vacquerie, Guy de Maupassant, Lucien Descaves, O. Mirbeau, etc., etc., de nos jours, tous les philosophes, depuis Kant jusqu'à M. Secrétan, et parmi les théoriciens les plus en vogue, parmi nos adversaires, les économistes comme Molinari, les politiciens conservateurs comme Delafosse, les sociologues comme Spencer, les criminalistes comme M. Tarde.

Les deux questions que nous nous étions proposé d'examiner sont résolues : la paix armée n'est pas un état de paix : Ne dites pas que vos casernes nous donnent la sécurité : elles nous ruinent et nous avilissent ; nous souffrons avec elle de tous les maux profonds qui sont attribués à la guerre.

Et, de plus, cette guerre déguisée n'a d'autre issue, si la Révolution sociale ne change pas la face des choses, que la guerre sanglante : Votre paix qui n'en est pas une, a pour résultante inévitable un champ de bataille. Voilà pourquoi nous protestons contre votre militarisme. Libre à vous, maintenant, de nous crier, sans trop savoir pourquoi : « Sans-Patrie ». Nous avons conscience d'avoir de notre côté le Droit et la Raison.

Intérêt de la bourgeoisie à conserver l'armée

Bien que l'armée, en pesant un poids énorme sur le pays, l'expose au danger d'une banqueroute et que, d'autre part,

elle menace dans sa partie la plus vitale par les vices et les maladies dont elle est un foyer de propagation, la bourgeoisie, adversaire de la guerre qui nuit à ses intérêts, conserve et conservera l'armée. Ses politiciens n'auront pas de souci plus grand que de démontrer, par de fallacieux prétextes, la nécessité d'entretenir des centaines de milliers d'hommes sous les armes.

C'est qu'en effet l'armée est nécessaire à la classe dirigeante, à la bourgeoisie capitaliste, pour maintenir son hégémonie politique et, par là, ses privilèges économiques. Ce que la bourgeoisie craint le plus, ce n'est pas l'ennemi du dehors, mais, comme on l'a écrit dans la *Revue des Deux Mondes*, les « Barbares du dedans ». C'est cette classe prolétaire qui, arrivant à comprendre qu'elle est l'élément indispensable de la production, veut une rémunération plus équitable des produits du travail, et est une menace perpétuelle pour la propriété capitaliste. La domination bourgeoise est lourde à porter et le prolétariat ne cherche qu'à secouer ce joug, tantôt par des révolutions qui rallient à leur cause les faubourgs de toute une ville, les villes de toute une contrée, tantôt par des révoltes partielles, par des grèves contre un ou plusieurs patrons.

Il faut, pour régner en paix, maintenir soumis ce peuple toujours prêt à se révolter pour conquérir sa part légitime à la vie sociale. D'ailleurs, la classe dirigeante n'est pas désarmée devant lui ; ne voyons-nous pas, en effet, qu'elle a en son pouvoir, instruments d'offensive aussi bien que moyens de protection, toutes ces institutions de l'Etat organisées par elle et pour elle : gouvernement, parlement, police, magistrature. Mais la plus imposante, la plus formidable de toutes, c'est l'armée, c'est cette machine aveugle obéissant à la « consigne », que cette consigne soit de violer la loi au nom de la discipline imposée par la loi, qu'elle soit de saccager ce qu'ils appellent la Patrie dans les guerres civiles, mieux encore, comme on l'a proclamé naguère daus un pays militariste par excellence, de tuer sans voir, au hasard, père et frères, parents et camarades, vieillards, femmes ou enfants.

L'armée est donc la sauvegarde des intérêts capitalistes ; c'est sur sa force brutale que la bourgeoisie repose son règne. Si, malgré tous les sacrifices qu'impose la paix armée, la classe bourgeoise maintient l'armée permanente, c'est qu'elle n'ignore pas que le jour où le militarisme aura disparu, c'en sera fini de sa dictature politique, de sa domination économique.

L'histoire nous montre que cette bourgeoisie rapace n'a jamais hésité pour sauvegarder ses prérogatives et le fruit de ses vols, à lancer l'armée contre le peuple. Est-elle menacée dans sa vie, elle devient féroce et c'est par milliers qu'elle fait massacrer ceux qui se révoltent contre leur injuste sort, comme à Lyon, en 1832, à Paris, en juin 1848 et en mai 1871.

Voilà le rôle odieux, qu'en temps de paix, elle fait jouer à l'armée. Il n'y a pas une grève où l'on n'envoie des régiments pour intimider les grévistes et les faire rentrer au plus tôt dans ces bagnes que l'on décore du nom d'usines. Sous prétexte de rétablir l' « ordre » et de protéger cette trop famcuse « liberté du travail », l'armée n'intervient toujours qu'en faveur des capitalistes contre les travailleurs.

Mais comment arrive-t-on à abuser la classe prolétaire de façon à ce qu'elle accepte l'instrument de son exploitation ? La classe gouvernante arrive à ce but en fomentant au sein de la multitude gouvernée un esprit d'hostilité à l'égard des autres nations. « La paix armée, dit M. de Molinari (1), les populations n'en supportent les charges écrasantes qu'à la condition de se croire continuellement menacées dans leurs propriétés et dans leur liberté par une invasion étrangère. »

De là, une politique qualifiée de patriotique, car « Le patriotisme, dit encore M. de Molinari (2), signifie à leurs yeux la haine de l'étranger, et ils se fondent sur cet aphorisme suranné, qu'une nation ne peut prospérer qu'aux dépens des autres. Leur politique consiste à réveiller les haines nationales et à persuader aux nations qu'elles sont perpétuellement en danger d'être humiliées, insultées, envahies et pillées par leurs rivales, qu'il est par conséquent indispensable qu'elles entretiennent un appareil militaire de plus en plus formidable pour défendre l'honneur et l'intérêt national. »

Voilà de quelle façon on démontre à la masse la nécessité de ces armements, aussi coûteux qu'inutiles à protéger le territoire contre des envahisseurs (3). Voilà comment on obtient du peuple qu'il fasse — avec gaité — de la chair à canon de ses plus robustes enfants.

---

(1) La morale économique.
(2) Molinari. Les lois naturelles de l'économie.
(3) J.-B. Say a dit des armées permanentes : « Il n'en est aucune qui ait préservé son pays d'une invasion. »

Cette habile politique procure à la bourgeoisie bien d'autres avantages que de maintenir à sa disposition une puissante force policière à l'intérieur du pays. Elle aide encore la classe gouvernante à se débarrasser à certains moments opportuns du peuple réclamant des réformes. Lorsque dans la classe inférieure, le mouvement d'opposition et de révolte s'accentue de telle sorte qu'il menace les gouvernants, ceux-ci trouvent un dérivatif dans la guerre étrangère et les expéditions coloniales.

Mieux vaut la guerre et toutes ses horreurs qu'une révolution qui mettrait fin au régime capitaliste! La guerre, c'est d'abord un moyen de faire oublier les promesses de réforme ; ensuite, c'est une trêve aux luttes politiques, trêve dont les dirigeants profitent pour s'asseoir plus solidement au pouvoir, puis, c'est le réveil des sentiments patriotiques et des haines nationales qui font oublier un instant aux travailleurs leurs véritables intérêts. Le peuple, enivré avec une forte dose de chauvinisme, consent à un joug plus dur et à une saignée plus abondante.

Non seulement la guerre détourne l'attention du peuple de ses souffrances présentes et de ses idées de révolte, mais elle assure aux gouvernants une longue période de tranquilité et de domination facile. Toutes les guerres ont été suivies dans tous les pays d'un moment de réaction et d'un mouvement politique rétrograde. C'est qu'en effet elle décime plus particulièrement les rangs de la classe ouvrière et rompt l'entente qui menaçait de devenir trop étroite entre les exploités. En outre, elle dissout dans le réveil des haines nationales, l'esprit internationaliste qui, après plusieurs années de paix, tend à établir une solidarité étroite entre les prolétaires de tous les pays.

Garde prétorienne de la bourgeoisie, l'armée est encore autre chose pour beaucoup d'individus de cette classe : un moyen de faire rapidement fortune. Les équipements et les fournitures rapportent gros aux industriels de toute nature qui se taillent une large part dans les budgets consacrés à l'entretien des soldats. Le trafic odieux auquel donne lieu les fournitures militaires n'est que trop présent à l'esprit de tous, et l'on sait que les services de l'intendance sont un champ ouvert à l'activité des négociants tripoteurs et des financiers véreux. Si bien que, alors même que l'amour de la patrie ne serait plus assez fort pour maintenir l'armée, sa suppression porterait atteinte à tant de fortunes faites ou à

faire qu'elle rencontrerait de toute part cette forte opposition que l'on doit toujours prévoir quand il s'agit de rendre quelques bourgeois plus honnêtes. L'opposition viendrait encore d'un autre côté : de cette légion de fils de bourgeois, de nobles déchus et de ratés de toutes classes qui cherchent dans la profession des armes un libre cours à leurs instincts rétrogrades, en même temps qu'un moyen de vivre dans l'oisiveté et de s'abstenir de tout travail productif. L'armée offre donc un vaste champ d'exploitation à l'ambition, à la vanité des bourgeois comme à leur cupidité ; nombreuses sont les familles qui comptent dans leur sein quelques-uns de ses dignitaires et qui viendront grossir la coalition des intérêts industriels et financiers.

Et par l'armée, tous ces parasites cherchent à accroître leur champ d'exploitation en augmentant le nombre des places administratives, des dignités, des grades, tout en faisant croire qu'ils sont indispensables. C'est là le secret des expéditions coloniales. De l'avis de certains économistes, et entre autres de M. de Molinari (1), la conquête des colonies, dont les contribuables de la métropole paient les frais et comblent les déficits, ne rapporte qu'au parti en possession du gouvernement. Elle occupe, en effet, un personnel plus nombreux d'officiers, d'intendants et de fournisseurs auxquels on fournit une rétribution supplémentaire d'appointements et de titres honorifiques. Elle étend le débouché du personnel civil et écoule l'excédent des fonctionnaires civils et militaires de la métropole. « Quant au commerce, les conquérants, au lieu de l'ouvrir et de l'étendre à la communauté civilisée, le lui ferment d'habitude pour le réserver à une petite classe d'industriels, de négociants et d'armateurs influents de la métropole. Bref, l'extension du débouché du monopole politique et économique de la classe gouvernante ou influente, tel est l'objectif de la conquête des colonies et de la colonisation de l'Etat. »

L'armée qui menace le pays aux époques prétendues historiques, qui le décime lorsqu'il réclame un peu de liberté ou de justice, qui est la cause perpétuellement présente et agissante de conflits possibles, cette armée, la bourgeoisie capitaliste la maintiendra. Au lecteur de voir s'il entend se solidariser avec elle ; s'il veut, guidé, comme elle,

(1) *Journal des Economistes.*

par les égoïsmes mesquins de sa classe ou de sa personnalité, conserver ce triste legs d'un autre âge, cette audacieuse insulte à toutes les idées de solidarité et d'amour qui sont à la fois l'honneur et la justification des Révolutions passées.

III

Le Patriotisme

Le Patriotisme n'est qu'un préjugé religieux

Les dieux s'en vont, clament sur tous les tons les prêtres ; les dieux s'en vont, répète amèrement la bourgeoisie navrée; les dieux s'en vont, gémissent les voltairiens qui votent le budget des cultes.

Dans cette débâcle de divinités, dans cette chute de fétiches et d'idoles, alors que la lumière peu à peu se fait place et jette pêle-mêle dans l'oubli, brisés, émiettés, ruinés de fond en comble les vestiges et les débris des superstitions hier encore généralement admises, les bourgeois, ou plus exactement la classe dirigeante, sentent bien que c'est leur prestige qui s'en va; ils se rendent nettement compte que le respect dû à la crainte qui les entourait est sapé incessamment par l'Idée. L'intelligence ne se laisse plus étouffer aussi facilement.

Hélas, la religion se passe de mode, et il est loin le temps où les légendes incompréhensibles que l'on impose à la candeur naïve de l'enfant subsistaient, inébranlablement révérées chez l'homme fait. La science a fait son œuvre et l'évolution des idées, dessillant les yeux des prolétaires, leur a laissé apercevoir de nouveaux horizons.

Mais la disparition du fanatisme, de l'intolérance, et l'apparition, à la place d'hommes étroitement enfermés dans leurs croyances religieuses, de citoyens libres d'esprit et de pensée, tout cela fait-il l'affaire du bourgeois, du patron, du capitaliste? L'idée de résignation, dont la morale chrétienne

avait si fortement imbu les cerveaux populaires, leur permettait si bien agir à leur guise, et vraiment il leur était si facile de dire avec onction aux prolétaires dépouillés que dans l'autre monde, dans un monde meilleur, PLUS TARD, après leur mort, ils seraient largement rémunérés des maux supportés ici-bas.

L'autre monde est loin, et la promesse des félicités divines du Paradis, dont on se contentait jadis, ne suffit plus aujourd'hui à satisfaire personne.

En présence de cette situation nouvelle, il y avait urgence pour la bourgeoisie à chercher au peuple une autre religion. Il lui fallait trouver du nouveau, et quelque chose ayant assez d'importance pour faire oublier au prolétaire toutes ses misères, pour faire passer ses souffrances inaperçues, en un mot pour détourner ses yeux des seuls individus qu'il ait intérêt à surveiller, et pour l'empêcher de réfléchir indiscrètement sur les exactions de ses exploiteurs.

Alors, au Christ qui ne faisait plus ses frais, à la Vierge qui lui restait pour compte, à la Religion sur le point de fermer boutique, la bourgeoisie a substitué le culte de la patrie.

La besogne est ici pour les bourgeois assez facile, et ils ont peu de mal à enflammer des esprits non réfléchis. D'ailleurs, le patriotisme qu'ils inculquent à leurs élèves est fort étroit : ils n'insistent, dans les cours primaires, que sur les côtés qui mettent en relief les dissemblances des peuples, et c'est la haine des autres nations qu'ils entretiennent chez leurs jeunes catéchumènes. Mais, quant aux profits qu'on peut retirer de rapports avec l'étranger, ce sont de ces choses qui ne se disent qu'aux esprits plus cultivés : l'ouvrier n'a rien à y voir.

Tout ce qui l'intéresse, c'est que, le jour venu de la grande bataille, sur un signe des maîtres, il marchera ... à l'abattoir, à la boucherie, contre de pauvres diables qu'on lui a dit représenter l'ennemi national, l'ennemi héréditaire.

Et tout ce qui vient de l'étranger, de l'ennemi, est mauvais. Soyons patriotes, lui répète-t-on : avec eux nul accommodement, nulle transaction jamais.

Mais les bourgeois, nous le verrons tout à l'heure, prennent leur bien où ils le trouvent, et quand leur intérêt le veut, ils s'occupent peu de la nationalité du trafiquant avec qui ils font des affaires. Ah! du patriotisme, ils font une panacée universelle. Diminuent-ils un salaire déjà fort maigre? C'est

pour empêcher l'industrie étrangère de livrer ses produits à meilleur marché que les nôtres. Mettent-ils à la porte un ouvrier usé par le travail? C'est que la prospérité du travail national exige des hommes solides. Pour eux, un gréviste qui ose regimber contre les conditions patronales n'est qu'un misérable qui compromet la fabrication et la vente de tel ou tel produit et par suite diminue la suprématie du pays.

Internationalisme pratique des bourgeois éclairés

La bourgeoisie a donc inculqué à l'ouvrier, et aussi au petit bourgeois, ce prolétaire de demain, des principes étroits. En effet, c'est pour ceux qui devront se contenter d'une instruction élémentaire qu'a été créé le patriotisme. C'est pour ceux-là que la foi civique a remplacé la foi religieuse, et ce sont eux qui se découvriront respectueusement devant un drapeau.

Pour eux, les privilégiés, à qui seuls est réservée l'instruction supérieure, pour eux qui savent que le culte de la patrie est uniquement destiné à empêcher le miséreux de songer trop et trop souvent à son triste sort, ils étudient les notions qu'ils inculquent à l'ouvrier, ils voient combien elles sont peu solides, et sur quels fondements ténus elles reposent, mais ce faible souffle qui suffirait à les faire disparaître, ils se gardent de le susciter ; ces mots qui rapprocheraient demain un peuple d'un autre peuple aujourd'hui encore son ennemi, ils ne les disent pas ; cette armée, qu'ils savent la source de bien des maux et de dépenses aussi nombreuses qu'inutiles, ils la déclarent une des bases de la société ; ce qu'ils appellent la Patrie, qui n'est, ils le savent bien, qu'une fiction, c'est l'Arche sainte..., sacrilège qui y touche !

C'est justement en comparant le patriotisme inintelligent qu'ils ont fait naître chez les petits, et le patriotisme éclairé qui est le leur, qu'on saisit mieux encore leurs intentions, et le but qu'ils poursuivent en parlant de patrie.

Au peuple, aux enthousiastes, le chauvinisme dont ils rient en catimini, les sociétés de gymnastique, les démonstrations autour des drapeaux, les fêtes patriotiques, les cérémonies guerrières. A eux, esprits éclairés, gens pratiques, les rapports avec ceux qu'ils ont soin de laisser dire — en bas de l'échelle sociale — nos ennemis, à eux les relations diplomatiques, à eux les conférences internationales contre les peuples soulevés.

Qu'on ne se le dissimule donc pas, quand il le faut, quand il s'agit de ses intérêts, la bourgeoisie, tout imprégnée qu'elle est d'un vernis patriotique, sait user d'un internationalisme pratique.

Un jour, à Rome, le rhéteur athénien Carnéades prouva l'existence de la justice; le lendemain il établit qu'elle n'était qu'un mot. La bourgeoisie gouvernementale est prête à en faire autant : remplir son porte-monnaie en vidant celui d'autrui, ou tout au moins en l'empêchant de s'emplir, est son seul but, et sa bouche, à son gré, souffle le chaud ou le froid.

On l'a dit avec raison : « Le patriotisme des capitalistes consiste à voler leur patrie et leurs compatriotes ».

Ils sont patriotes, mais ne laisseront-ils pas un Français mourir de faim, pour gagner quelques centimes de plus en employant un étranger, pauvre hère « ne connaissant ni la langue, ni les prix, ni les habitudes du pays, et condamné à passer par les conditions du patron et à travailler par conséquent pour un salaire que refuse un ouvrier de la localité? »

Ils sont patriotes, mais plutôt que d'accéder aux plaintes légitimes de leurs ouvriers en grève, ils font venir de l'étranger des équipes entières.

Ils sont patriotes, mais, toujours pour gagner davantage en évitant d'employer de leurs compatriotes, ils font venir des pièces de meubles toute faites d'Allemagne; de Norwège, des fenêtres qu'il ne reste plus qu'à poser, etc.

Ils sont patriotes, mais ne parlent-ils pas de remplacer les ouvriers français par... des Chinois (1), qui ont besoin de peu, dépensent peu, et sont plus durs à la fatigue.

Ils sont patriotes, mais ils achètent en Angleterre le navire destiné à remonter, chargé de soldats français, les rivières de Madagascar, et ils vont chercher en Amérique les conserves destinées à l'armée.

Ils sont patriotes enfin, mais qu'il s'agisse de défendre les intérêts de la haute finance contre un peuple en armes pour sa liberté, qu'il s'agisse d'écraser l'Internationale des travailleurs, qu'il s'agisse d'entraver les progrès manifestes de l'Anarchie, oh! alors, le capital se fera international et les bourgeoisies de tous les pays seront d'accord.

Le voilà bien, leur patriotisme; c'est leur intérêt qui, uniquement, les guide. « Les classes dirigeantes se targuent à pleine bouche de leur patriotisme, tout en plaçant leurs fonds à l'étranger et en trafiquant avec Vienne ou Berlin de ce qui leur rapporte quelque argent, même les secrets d'Etat ».

(1) Société d'Economie politique, séance du 5 mai 1880.

D'ailleurs, lorsque le patriotisme exagéré, le chauvinisme qui est leur œuvre, pousse un peu trop loin les gens confiants et naïfs qui y ont mordu, ils sont les premiers à refréner les élans trop enthousiastes de ce genre de fanatisme. N'en avons-nous pas eu ces dernières années plusieurs exemples? La haute bourgeoisie n'a-t-elle pas été unanime à blâmer la foule aux sentiments simples qui voulait empêcher à l'Opéra la représentation de *Lohengrin*? Et le gouvernement, quintessence de la bourgeoisie dominante, n'exhortait-il pas les artistes français à envoyer leurs œuvres à une Exposition de Berlin? L'art, disait-il dans ces deux occasions, l'art n'a pas de patrie.

La bourgeoisie, nous le voyons donc bien maintenant, sait souvent être internationaliste; quelquefois, même elle tente de réfréner le chauvinisme populaire lorsque, selon elle, il va trop loin. Et si dans ses mots, et surtout dans les discours qu'elle tient au peuple, elle a une patrie et en proclame la nécessité, elle sait fort bien, quand son intérêt l'exige, ne tenir aucun compte des frontières, elle n'agit que pour son intérêt propre, c'est toujours son égoïsme qui la fait agir.

Il nous semble inutile maintenant de fournir en faveur de notre thème de nouveaux arguments. La bourgeoisie, selon les cas, selon ses besoins, est patriote ou ne l'est pas : mais elle veut que le peuple le soit toujours; en parlant du péril extérieur, elle détourne l'attention du prolétariat, elle évite ses immédiates revendications en lui montrant l'ennemi à la frontière, en lui expliquant la nécessité de respecter la solidarité nationale, en n'ayant à la bouche que ces mots : Intégrité du territoire!... Honneur du drapeau!... Revanche!... qui servent de canevas à de nombreux discours officiels et qui seront encore bien souvent l'éclatante péroraison, saluée d' « applaudissements répétés, » de morceaux d'éloquence filandreux, quoique (ou parce que) ministériels.

Le prolétaire peut-il être patriote?

Les bourgeois parlent donc toujours au prolétaire de la patrie, mais la plupart des raisons qu'ils lui donnent pour

expliquer cet amour dont il doit être rempli, sont toutes fortement empreintes de sentimentalité.

Et, cependant, à l'ouvrier qui trime jour et nuit pour ne pas gagner sa vie, au pauvre diable qui ne possède rien en propre, pas même ses outils de travail, au miséreux qui, pour manger, attend le salaire que voudra bien lui octroyer le patron et qui est forcé de passer par les fourches caudines de l'employeur, ces belles raisons suffisent-elles? Et ne lui faut-il pas davantage? C'est très beau de lui parler, à grands coups de tam-tam, de la patrie, de la frontière, du drapeau tricolore, de l'Alsace-Lorraine dans les fers, du Rhin, de la gloire, des combats, et autres vieux clichés bien connus.

Mais à dire franc, que lui importe, et le *Vieux Vagabond* de Béranger ne l'a-t-il pas dit :

Le pauvre a-t-il une patrie?
Que me font vos vins et vos blés,
Votre gloire et votre industrie
Et vos orateurs assemblés?

Ce ne sont pas les discours plus intéressés que convaincus des panégyristes du pouvoir qui lui donneront à manger, et, pour assouvir sa faim, une belle phrase, quelque ronflante qu'elle soit, ne vaudra jamais un pain de quatre livres.

Ah! le prolétaire instruit d'aujourd'hui le sent bien : il ne possède rien, puisque la bourgeoisie a gardé pour elle les marrons que le peuple de 1789 avait tirés du feu, et l'on voudrait que bêtement, sur l'ordre de ses maîtres et de ses bourreaux, il aille se faire tuer pour protéger la pro-pri-é-té de ses seigneurs?

Non, mille fois non, il n'a rien à défendre. D'ailleurs, les bourgeois veulent bien être gardés, mais par d'autres qu'eux-mêmes. Jadis ils payaient pour se faire remplacer; de nos jours, ils ont eu soin de dispenser de deux ans de service leurs fils, puisque, d'une façon presque absolue, ce sont leurs enfants qui peuvent se livrer à des études supérieures.

On veut envoyer le prolétaire à la guerre. Mais, cette guerre, pourquoi la voudrait-il? A-t-il des motifs de haïr ces peuples contre lesquels on voudrait le lancer? N'a-t-il pas de l'autre côté de cette chose fictive qu'on appelle frontière des frères malheureux comme lui, opprimés comme lui et comme lui spoliés, volés, annihilés?

En profiterait-il de cette guerre? Mais non, toujours non!

S'il avait la chance de ne pas y être tué, ou le bonheur d'en revenir privé seulement d'un ou de deux membres, il lui faudrait chercher du travail pendant longtemps peut-être, si des fatigues exagérées n'avaient à jamais usé son corps, puis reprendre des habitudes perdues et enfin payer d'énormes impôts pour contribuer aux dépenses de la lutte.

Et la gloire qu'il en rapporterait serait-elle une compensation à tous les maux soufferts? La gloire! un mot encore! Les 350.000 hommes que nous avons laissés en 1812 dans les neiges de Russie, le million d'hommes que nous a fait tuer Napoléon, ce grand capitaine, se seraient bien passés, assurément, de l'homme qui devait entourer la France d'une si grande gloire, et le développement économique intellectuel et social de l'Europe n'a-t-il pas été arrêté pour longtemps par ces massacres sanglants et qui — on a beau les appeler de glorieuses batailles — déshonorent la civilisation moderne!

Le prolétaire — que ne doivent faire hésiter des raisons de vague sentimentalité — ne peut être patriote, car il sent au-delà de cette limite toute conventionnelle qu'on nomme les frontières, des cœurs battre à l'unisson du sien. « Les révoltés, a dit Elisée Reclus, se sentent camarades de par la terre entière et se servent du même langage pour revendiquer les mêmes intérêts. »

Les souffrances du travailleur ne sont-elles pas les mêmes ici que de l'autre côté de la frontière. Sur le produit de son travail, le patron ne prélève-t-il pas partout une injuste rémunération, et quelles que soient les couleurs du drapeau qui flotte en son pays, l'ouvrier ne voit-il pas répondre à ses plaintes par des duretés et des exigences croissantes; à ses timides demandes par un renvoi brutal; à ses grèves par des balles; et n'est-ce pas sur lui et sur ses enfants qu'on essaie le fusil dernier modèle?

Parlons franchement : le patron, quelle que soit sa nationalité, sera toujours un patron. Le patron français vole ses ouvriers; c'est du travail des siens que vit le patron allemand. Autant dire : bonnet blanc et blanc bonnet.

Nécessité d'une organisation internationale de travailleurs

Donc, puisque l'ouvrier, tant que d'autres que lui posséderont ses outils de travail, sera dans l'esclavage du patron,

puisqu'il en est de même dans tous les pays, pourquoi ne tenterait-il point de se rapprocher des travailleurs étrangers? Pourquoi n'uniraient-ils pas leurs efforts, et ne peuvent-ils, sans souci des frontières, résister aux exactions patronales?

Halte-là! crient aussitôt les économistes distingués — un économiste qui ne serait pas distingué ne serait pas un économiste — mais c'est une lutte de classes que vous voulez entreprendre! Quelle erreur profonde! Qui donc l'a créé cet antagonisme de classes que nous ne faisons que constater? S'il existe, est-ce notre faute, et tous nos efforts ne tendront-ils pas justement à établir pour tous des droits et des devoirs égaux et à anéantir la domination de toute classe?

Mais le travailleur est placé dans une servitude politique, morale, assujetti économiquement par une hiérarchie organisée spécialement pour l'empêcher de jouir des fruits de son travail; c'est la destruction de cette hiérarchie — de toute hiérarchie qui opprime d'ailleurs — qu'il faut tenter, et ce n'est pas ici un problème local ou national qui doit être résolu, bien loin de là, c'est une question éminemment sociale. L'union fait la force, et sans une bonne organisation internationale les travailleurs seront toujours joués et dupés par la bourgeoisie.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous donc! Sans lien, sans union, vos efforts se briseront contre les capistalistes unis, eux, pour vous écraser. Sans la solidarité, vous serez toujours une marchandise achetable et vendable, vous resterez sous le joug de vos maitres, vous abandonnerez le présent et vous compromettrez l'avenir!

Serrez les rangs; au-delà des frontières, tendez-vous les mains; ne vous laissez pas aveugler par des haines folles, que, sous prétexte de patriotisme, on veut nourrir dans votre esprit pour vous faire oublier votre situation d'esclaves. Qu'un violent effort international brise vos chaines, et que, en écrasant sous votre pied vengeur la bourgeoisie capitaliste, vous prépariez l'avènement de cette Révolution communiste qui donnera au mineur la mine, au cultivateur la terre, à l'ouvrier la machine, et à tous les hommes, qui n'auront plus alors de patrie, la vraie liberté!

CONCLUSION

Nous avons vu que le sentiment patriotique est contraire à l'adaptation, aux nouvelles formes de l'évolution sociale, que la division internationale du travail, que la multiplicité et la facilité des moyens de communication rendent les peuples de plus en plus solitaires; nous avons exposé les charges écrasantes du militarisme et l'influence funeste qu'il a sur le moral d'une maison; nous avons montré cette contradiction qui fait que la bourgeoisie est, par intérêt, ennemie de la guerre, et qu'elle maintient en même temps l'armée, — parce que celle-ci est la sauvegarde de ses intérêts de classe, parce qu'elle lui permet de dominer et d'exploiter impunément la classe des travailleurs. C'est pour la même raison qu'on entretient soigneusement dans le peuple les préjugés patriotiques, préjugés dont la bourgeoisie sait fort bien s'affranchir.

Aux prolétaires de ne pas se laisser duper plus longtemps par des mots sonores. Qu'ils sachent que leurs ennemis, ce ne sont pas les travailleurs nés de l'autre côté d'une frontière, que leurs ennemis ce sont leurs maitres, tous ceux qui les oppriment, tous ceux qui s'opposent à leur bien-être et au complet développement de leur individualité. Que les prolétaires apprennent à ne plus considérer comme sacré et comme immuable tout ce qui est officiel; qu'ils se rendent compte que ce caractère quasi religieux qu'ils attribuent à la patrie, aux lois, aux institutions, n'appartient pas à ces choses elles-mêmes : c'est une erreur de leur esprit abusé par une éducation qui n'a pour but que d'inspirer le respect pour tout ce qui est établi.

Et maintenant, c'est à vous, lecteur, que nous nous adressons. De quel côté vous rangerez-vous désormais? Pour quels principes combattrez-vous demain? Pour la bourgeoisie, pour une rétrograde civilisation, féroce et intolérante, qui vit en étouffant les intelligences sous le fanatisme, ou avec les révolutionnaires qui crient : VIVE L'INTERNATIONALE!

Namur. — Imprimerie Louis Roman, rue de Fer, 59.